

Cotonou, Bénin, 30 octobre (Infosplusgabon) - Les quotidiens béninois parus la semaine écoulée ont largement relayé la polémique relative au Recensement à vocation d'identification personnelle (Ravip) dont la première phase démarre mercredi.

« La Nouvelle Tribune » relaie les inquiétudes du Front pour le sursaut patriotique (Fsp-proche du Parti communiste du Bénin) et titre : « Bénin – Fsp : Nous disons que le Ravip avec Safran est une vaste arnaque... ». Le journal cite ainsi M. Jean Kokou Zounon, qui, au cours d'une conférence de presse, a démontré que le Ravip est une arnaque technique, politique et financière.

Parlant d'arnaque technique, le conférencier relève que « l'article 2 de la loi 2017-08 relative à l'identification nominative et personnelle d'une personne, reprend les mêmes éléments prévus dans la loi 2009-10 du 13 mai 2009, portant organisation du recensement électoral national approfondi, et d'établissement d'une liste électorale informatisée » et fait remarquer qu'« aucun organisme technique compétent et stable, reconnu dans notre pays, n'assure ni la préparation ni la mise en œuvre, ni même le suivi du Ravip ».

Plus encore, il trouve que la présidence de la commission de supervision du Ravip n'a pas été confiée au ministre en charge des statistiques mais plutôt à celui de la Justice. De même que la réalisation du Ravip n'est point concédée à l'Insaé, qui en est pourtant spécialisée, mais plutôt à l'agence qui est chargée de la réalisation de la Lépi.

Pour « Notre Voix » : « Le gouvernement veut dilapider 45 milliards F CFA pour préparer la fraude électorale ». Le journal relève que pour recenser, il faut des techniciens et rien que des techniciens. Lorsque le recensement prend une connotation politique (neuf membres du gouvernement et neuf députés), il y a un vrai problème, écrit le journal rapportant les propos de l'ancien syndicaliste Pascal Todjinou.

Pour le quotidien « Point Média », Le Ravip et son bras technologique sont voués aux gémonies.

« Matin libre », quant à lui, s'intéresse aux coulisses de la commission chargée de superviser le Ravip et titre « Affairage : « Quel député du nord s'apprête à démissionner de la Commission de supervision du Ravip ? »

Prenant le contrepied de ses confrères, " Le Matinal" écrit qu'en récriminant contre le Ravip, les centrales syndicales sont dans un mauvais rôle.

Ce journal proche du pouvoir rapporte que les centrales syndicales dégainent contre le Ravip, mettent en cause l'opérateur technologique chargé de sa réalisation et sèment un doute sur l'opération sans chercher à comprendre de quoi cela revêt pour avoir plusieurs fois boycotté les séances d'informations organisées à cet effet par la commission.

FIN/INFOSPLUSGABON/PIS/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon